

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Prestations de services

En application du code de la commande publique

ACCORD CADRE DE MISE A DISPOSITION D'UN SERVICE DE CERTIFICATION DE DIPLOME POUR LES MEMBRES DU RESEAU FRANCE ALUMNI

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique

Procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article R.2124-2 1° du code de la commande
publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre	3
ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre	3
2.1. Procédure	3
2.2. Technique d'achat.....	3
2.3. Modalités de commande	3
2.4. Durée de l'accord cadre	3
2.5. Montants de l'accord cadre	4
2.6. Respect du droit du travail.....	4
2.7. Convention de preuve	4
ARTICLE 3. Pièces contractuelles	4
ARTICLE 4. Prix	5
4.1. Définition des prix.....	5
4.2. Révision des prix.....	5
4.3. Commission sur chiffre d'affaire	5
ARTICLE 5. Description des prestations	6
5.1. Prestations	6
5.2. Utilisation des résultats	6
ARTICLE 6. Modalités de règlement	6
6.1. Avance	6
6.2. Paiement des commandes de vérification de diplôme	6
6.3. Factures	7
6.4. Paiement.....	7
ARTICLE 7. Maintenance	7
ARTICLE 8. Pénalités	8
ARTICLE 9. Assurances.....	8
ARTICLE 10. Résiliation.....	8
ARTICLE 11. Données à caractère personnel	8
ARTICLE 12. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre	9
ARTICLE 13. Dérogations au CCAG	10

ARTICLE 1. Objet de l'accord cadre

L'accord cadre a pour objet la mise à disposition d'un service de vérification et de certification des diplômes pour les membres du réseau France Alumni diplômés de l'enseignement supérieur français.

L'accord cadre est constitué d'un lot unique.

Le présent marché n'est pas relatif à la plateforme France Alumni, mais au seul service de certification des diplômes. Le service est toutefois adossé à la plateforme France Alumni.

ARTICLE 2. Procédure, technique d'achat, modalités de commande et autres caractéristiques de l'accord cadre

2.1. Procédure

La consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, définie à l'article R.2124-2 1° du code de la commande publique.

2.2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec unique opérateur économique, tel que décrit dans les articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

2.3. Modalités de commande

Les commandes objet du présent accord cadre sont formalisées par les membres de son réseau de bénéficiaires du service au travers du site internet sur lequel est adossé le support.

Les prestations sont commandées par un membre de France Alumni. Il commande un service de vérification à partir de leur compte France Alumni, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sur la base de la validation de son achat.

La formalisation de la commande est faite par la validation de l'achat au travers de la plateforme France Alumni et son paiement directement en ligne par le membre du réseau France Alumni.

La mise en place du système adossé à la plateforme France Alumni est mise en œuvre par le titulaire à la notification du présent accord cadre.

Le pouvoir adjudicateur n'adresse pas de bon de commande directement au titulaire.

2.4. Durée de l'accord cadre

L'accord cadre prend effet à sa date de notification pour une durée totale d'un an. Il est renouvelable trois fois par tacite reconduction. La durée de l'accord cadre ne peut excéder quatre ans.

2.5. Montants de l'accord cadre

Les montants pour la durée de l'accord cadre (soit un an) sont les suivants :

Montant minimum : *Pas de montant minimum*

Montant maximum : 1 000 000 € HT annuel

Compte tenu de la modalité de commande il ne peut

2.6. Respect du droit du travail

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire transmet :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, Campus France enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apportera à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre pourra être résilié par Campus France sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

2.7. Convention de preuve

Les courriels reçoivent dans le cadre du marché la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par le représentant de Campus France.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité :

- 1. L'acte d'engagement ;
- 2. Le bordereau des prix ;

3. le présent C.C.A.P ;
4. le C.C.T.P ;
5. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. le mémoire technique du titulaire.
7. L'Annexe RGPD

ARTICLE 4. Prix

4.1. Définition des prix

Les prix sont appliqués aux quantités réellement réalisées.

Les prix présentés par le titulaire aux membres du réseau France Alumni sont réputés complets, comprenant toutes les prestations décrites dans le CCTP.

Ils comprennent donc, tout ce qui est nécessaire à l'exécution de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres charges frappant obligatoirement la prestation.

Les prix du marché sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée retenu est celui applicable à la date du fait générateur.

4.2. Révision des prix

Tarif du service de vérification de diplôme :

Le montant de la prestation est fixé au présent accord cadre. Le prix est fixe la première année.

L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse.

Tous les éléments relatifs l'ajustement (nouveaux tarifs publics) doivent être adressés en lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de deux mois minimum avant la date prévue d'application des nouveaux tarifs, par voie dématérialisée, (les conditions sont indiquées au titulaire après la notification).

A défaut de communication des tarifs publics dans les délais ci-dessus indiqués, aucun ajustement n'est réalisé. Cependant, si Campus France constate que les tarifs publics, à la baisse, ne sont pas communiqués, il peut mettre en demeure le titulaire de le faire, sous peine de résiliation.

Si Campus France constate que l'application des stipulations de l'article 4.3 du présent CCAP ont pour effet de faire augmenter de façon injustifiée les tarifs de la prestation, Campus France se réserve le droit de négocier ces augmentations avec le titulaire, voire résilier le présent accord cadre.

4.3. Commission sur chiffre d'affaire

Le titulaire peut faire bénéficier Campus France d'une commission sur le chiffre d'affaire réalisé à l'occasion de la mise en place du service auprès des membres de son réseau France Alumni.

La commission versée à Campus France est fixée par paliers définis au BPU du présent accord cadre.

Le montant de la commission est calculé sur le chiffre d'affaire annuel effectué par le titulaire qu'il déclare auprès de Campus France à l'issue de chaque année d'exercice.

ARTICLE 5. Description des prestations

5.1. Prestations

Les prestations à effectuer sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre.

5.2. Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG-FCS. Il est entendu que les résultats au sens du marché s'entendent des résultats tels que définis par l'article 37 du CCAG-FCS et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par l'acheteur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation par l'acheteur de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer à l'acheteur tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution.

ARTICLE 6. Modalités de règlement

6.1. Avance

Aucune avance n'est versée.

6.2. Paiement des commandes de vérification de diplôme

Le paiement des prestations objet du présent accord cadre est fait, avant livraison, par les membres du réseau France Alumni. En aucun cas, Campus France ne doit se voir substitué au membre du réseau pour le paiement de la prestation.

Le titulaire précise dans son mémoire technique les modes de paiement qu'il propose sur son interface.

6.3. Factures

Pour la partie relative à la mise en œuvre du service dont les missions démarrent à la notification de l'accord cadre, elle fait l'objet d'une facturation à Campus France une fois le service fait.

La facture du titulaire est une facture dématérialisée.

La facture du titulaire est établie en un original qui, outre les mentions légales, porte les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- numéro complet du compte bancaire ou postal,
- numéro et date de l'accord cadre,
- numéro d'engagement,
- désignation des prestations,
- prix unitaires HT,
- montant total HT,
- taux et montant de TVA,
- montant TTC.

La date certaine de réception est la date d'arrivée.

Pour la partie relative au service de vérification des diplômes pour les membres du réseau France Alumni, le titulaire adresse une facture au membre du réseau qui a fait la demande de vérification. Il n'est pas fait application du principe du service fait avant paiement.

6.4. Paiement

Le paiement des prestations de mise en œuvre initiale est effectué par l'agent comptable de Campus France sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par la personne publique.

A défaut de paiement dans ce délai, **une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €** ainsi que des **intérêts moratoires** seront dus au titulaire ou au sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points**.

ARTICLE 7. Maintenance

Le titulaire assure la maintenance du service à destination des membres du réseau France Alumni.

ARTICLE 8. Pénalités

Le titulaire affiche dans son offre technique un taux moyen de réussite de vérification des diplômes du demandeur.

Annuellement le titulaire transmet à Campus France le compte rendu de son activité au cours de la dernière année.

A cette occasion il présente le taux de réussite de son activité. Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, une pénalité de 50 € est appliquée par tranche de 0,1 % en dessous du taux moyen de réussite.

ARTICLE 9. Assurances

Le prestataire est tenu de fournir une copie des polices d'assurance qu'il a souscrites, en cours de validité pour l'année considérée, conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

ARTICLE 10. Résiliation

Campus France peut résilier l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11. Données à caractère personnel

Le titulaire est considéré comme un sous-traitant au titre de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et non comme responsable de traitement.

La définition d'une donnée personnelle ou à caractère personnel est la suivante : "Toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée) ; est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale."

Constitue un traitement de données à caractère personnel toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

Ces données ne peuvent faire l'objet d'une opération de traitement de la part du titulaire, ou d'une personne agissant sous son autorité, que sur instruction de Campus France.

Au titre des articles 35, 34 et 34 bis de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 précitée, les mesures de sécurité et confidentialité qui doivent être mises en place par le titulaire sont les suivantes :

- Les supports informatiques et documents fournis par Campus France au titulaire restent la propriété de Campus France.

- Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles, il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément aux articles 34 et 34 bis de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

1 - ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce contrat, l'accord préalable du maître du fichier étant nécessaire ;

2 - ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;

3 - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

4 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

5 - prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;

6 - s'interdire toute utilisation de ces données à des fins commerciales ;

7 - procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les données en fin d'accord cadre.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations prévues dans ce contrat à un tiers sans l'autorisation expresse de Campus France.

Campus France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations citées au présent article par le titulaire.

En cas de violation par le titulaire des stipulations du présent article, Campus France peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions prévues au CCAG-FCS. Conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS, la résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

ARTICLE 12. Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre

Le titulaire doit obligatoirement notifier à Campus France toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par Campus France sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par Campus France. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social.
- Modification du compte bancaire.
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société.

- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

ARTICLE 13. Dérogations au CCAG

Article du CCAG concerné par la dérogation	Article du CCAP dérogeant aux stipulations du CCAG
42	2.2
14	8